

Contrat de maintenance « préventive »

Nous vous remercions de votre confiance et vous assurons de toute notre attention pour votre totale satisfaction.

CLIENT N°5002

CENTRE HOSPITALIER

34 AVENUE JACQUES CHIRAS
38500 VOIRON

Contact : Mr ATTALI François

@ : fattali@chu-grenoble.fr

Tel : 04 76 76 61 69 – 06 17 50 06 34

D'une part,

FOURNISSEUR

ELECTROCLASS SAS

12 Avenue Gutenberg
Parc d'Activité Gustave Eiffel
77600 BUSSY ST GEORGES

Contact:

@ : benedicte.labonde@electroclass.com

D'autre part.

Objet du contrat : Contrat de maintenance mécanique

Modèle	Désignation	N°	Mise en service	Nb de visite
G40	STOCKEUR ROTATIF	STO7266-1	14/09/2021	1
G40	STOCKEUR ROTATIF	STO7266-2	14/09/2021	1
HD40	STOCKEUR ROTATIF	STO7266-3	14/09/2021	1

ELECTROCLASS s'engage à maintenir en bon état de fonctionnement les matériels suscités.

Le client s'engage à respecter les conditions normales utilisation indiquées par **ELECTROCLASS**.

Période du contrat : 01/12/2025 au 30/11/2026

Sommaire

1	MAINTENANCE « MATERIEL »	3
1.1	Objet du contrat de maintenance « matériel »	3
1.2	Durée	3
1.3	Horaires et délais d'intervention	3
1.4	Périmètre matériel	3
1.5	Nature des prestations	3
1.6	Limites de la prestation	4
1.7	Résiliation	4
1.8	Contestations et Litiges	5
2	OFFRE FINANCIERE	5
2.1	Maintenance matérielle annuelle	5
2.2	Conditions de Paiement	5
2.3	Révision de Prix	5
3	ANNEXES	6
3.1	Conditions générales de vente « MAINTENANCE MATERIEL »	6

1 MAINTENANCE « MATERIEL »

1.1 Objet du contrat de maintenance « matériel »

Le contrat de maintenance matériel est soumis aux conditions générales de ventes détaillées dans le paragraphe 5 « Conditions de vente maintenance matériel ».

Le présent contrat a pour objet la fourniture, par **ELECTROCLASS**, d'un service de maintenance matérielle à l'appui de son service technique pour les équipements et dans les conditions prévues ci-après.

1.2 Durée

Le présent contrat prendra effet : 01/12/2025 au 30/11/2026.

Il sera renouvelé tacitement l'année suivante par le règlement de la facture émise par **ELECTROCLASS** et correspondant au nouveau montant forfaitaire de l'année considérée.

ELECTROCLASS s'engage à assurer les prestations de maintenance objet du présent contrat pendant la période de validité du contrat.

1.3 Horaires et délais d'intervention

Une assistance téléphonique (hotline) est mise à la disposition du client ayant souscrit un contrat d'entretien, au numéro de téléphone suivant : **01 80 66 99 81** et ce pendant les jours ouvrés et pour les horaires compris de 08h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30.

ELECTROCLASS s'engage à intervenir à toute demande formulée par l'utilisateur sur appel téléphonique au numéro suivant : **01.80.66.99.83**.

L'appel doit être confirmé par mail à l'adresse : **support.sav@electroclass.com** dans les délais suivants :

Appel téléphonique confirmé de l'utilisateur	Intervention au plus tard
Entre 9H00 et 12H00	1 jour ouvré suivant l'appel
Entre 14H00 et 18H00	2 jours ouvrés suivant l'appel

1.4 Périmètre matériel

Durant la période de validité du contrat de maintenance, vos stockeurs bénéficient de (s) opération (s) de vérification (s) et d'entretien (s) de vos machines.

1.5 Nature des prestations

Au cours de (s) visite (s) préventive (s) (opérations nécessaires au bon maintien technique des appareils) seront réalisées comme décrit ci-dessous :

- › Tests des organes mécaniques
- › Contrôle de fonctionnement des sécurités (cellules, switch,)
- › Examen des incidents de fonctionnement mémorisés par l'électronique
- › Vérification de la tension de la chaîne
- › Graissages nécessaires
- › Analyse des remarques formulées par l'utilisateur...

Le montant des visites préventives annuelles, c'est à dire main d'œuvre et déplacement, est entièrement à la charge d'ELECTROCLASS. En revanche, les pièces éventuellement remplacées lors de ces visites avec l'accord préalable du client feront l'objet d'une facturation.

L'ensemble des couts liés à des interventions hors visite(s) de prévention (dépannage) est à la charge du client au **tarif préférentiel**.

Prestation	Tarif Standard	Tarif préférentiel
Forfait intervention	220,00 H.T. €	200,00 H.T. €
Forfait par jour supplémentaire	220,00 H.T. €	170,00 H.T. €
Taux horaire Technicien	97,00 H.T. €	77,00 H.T. €

Soit pour une intervention de 5 Heures :

	Tarif Standard	Tarif Préférentiel	Différence
Exemple	$220 + 5 \times 97 = 705$ H.T. €	$200 + 5 \times 77 = 585$ H.T. €	120,00 H.T. €

Ces Interventions sont effectuées en semaine (en dehors des samedis, dimanches, ponts et jours fériés) et pendant les heures normales de travail comprises entre 08h00 et 18h00.

A noter : Toute visite prévue au contrat n'ayant pu être réalisée durant sa période de validité sera facturée 195 € HT en sus :

- › Indisponibilité du client / d'accès sur site le jour du RDV de la visite de maintenance
- › D'annulation de cette visite par le client dans les 48h précédant la visite.

Le contrat sera facturé sans qu'une autre visite soit reprogrammée dans les conditions suivantes :

- › Les RDV proposés par ELECTROCLASS pendant la période de validité du contrat sont restés sans réponses.
- › Indisponibilité du client aux différents créneaux proposés en amont par ELECTROCLASS pendant la période de validité du contrat

1.6 Limites de la prestation

Pendant un dépannage et lors du contrôle de fonctionnement, l'appareil est mis à la disposition d'ELECTROCLASS.

Sont exclues du présent contrat toutes les prestations de dépannage dont la cause est imputable à l'utilisateur et/ou au non-respect des prescriptions* (détails des prescriptions) du constructeur.

Dans ce cas toute réparation fera l'objet préalable d'un devis détaillé et chiffré accepté par l'utilisateur. Ce contrat ne garantit pas le matériel et/ou logiciels informatiques.

1.7 Résiliation

Le contrat pourra être résilié par chacune des deux parties à tout moment moyennant un préavis de deux mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il sera résilié de plein droit sans aucune formalité judiciaire en cas de non-paiement par l'utilisateur de la redevance annuelle dans le délai contractuel.

1.8 Contestations et Litiges

Pour toute contestation relative au présent contrat, à défaut d'accord amiable avec possibilité d'arbitrage, la juridiction à saisir sera le Tribunal Administratif de Meaux (77).

2 OFFRE FINANCIERE

2.1 Maintenance matérielle annuelle

Maintenance Matérielle	Prix annuel en Euro
Le prix s'entend ferme du 01/12/2025 au 30/11/2026	2697.90€ H.T / 3237.48€ T.T.C

2.2 Conditions de Paiement

Par virement bancaire sous 30 jours à réception de facture émise par ELECTROCLASS au début de chaque année calendaire pour les contrats en cours ou à la signature des nouveaux contrats.

2.3 Révision de Prix

Le prix du présent contrat sera révisé annuellement en fonction de l'évolution des indices applicables pour la maintenance matérielle et pour la maintenance logicielle

Le client reconnaît par sa signature accepter l'ensemble des termes et conditions du contrat.

L'ensemble des définitions des prestations et les clauses « Réserve de Propriété » et « Attribution de Juridiction » figurent aux conditions générales de vente visées à la partie 1 et 2 de l'annexe, faisant partie intégrante du contrat.

Fait à Bussy Saint-Georges, Le 28 octobre 2025

Pour ELECTROCLASS :
Nom - Cachet - Signature

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et Approuvé - Bon pour Accord"

Guillaume ZORZETTO DIRECTEUR TECHNIQUE
ELECTROCLASS
12 Avenue Gutenberg
77600 Bussy-Saint-Georges
Tél : 01 80 66 99 90 - Mail : info@electroclass.com
SAS au capital de 546 100 € - RCS de Meaux 2008 B 2121 - SIRET 316 654 441 00096 - APE 4666Z - TVA FR 43 316 654 441

Pour le Client :
Nom - Cachet – Signature

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et Approuvé - Bon pour Accord"

3 ANNEXES

3.1 Conditions générales de vente « MAINTENANCE MATERIEL »

APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES

Les présentes conditions générales codifient les usages professionnels attestés et fondés sur les spécificités techniques de la profession en matière de maintenance. Elles constituent à ce titre la référence professionnelle.

Elles sont destinées à s'appliquer à l'ensemble des relations contractuelles de maintenance entre « le Prestataire » et la société cliente ci-après dénommée « le Client » et définissent leurs droits et obligations.

Conformément à l'article L441-6 du code de commerce, elles constituent « le socle de la négociation commerciale ». Elles forment la base juridique du contrat à moins de conditions particulières. Les conditions d'achat du Client n'ont qu'une valeur de proposition. Les présentes conditions générales font échec à toutes clauses contraires formulées d'une façon quelconque par le Client si le Prestataire ne les a pas acceptées explicitement. Toute dérogation aux conditions générales, en faveur du Client, peut justifier une contrepartie. Toute commande ou acceptation d'une offre du Prestataire implique l'adhésion aux présentes conditions générales.

Les présentes conditions générales et les contrats qui en découlent sont régis par le droit du contrat d'entreprise.

OBJET DES PRESTATIONS

Le Prestataire s'engage à conduire la maintenance corrective du ou des équipements désignés au contrat, dénommés ci-après Equipements, selon le cadre défini dans le contrat.

Le parc des Equipements concernés, leur état, le site concerné, les prestations objet du contrat et leurs dates, horaires et les fréquences sont décrits aux Conditions particulières.

Si en cours de travaux, le Prestataire considère qu'une opération non prévue à la commande est nécessaire, il en informera le Client dès que possible en lui fournissant la liste des travaux et des pièces nécessaires, accompagnée d'une estimation du prix, même dans le cas d'une prestation forfaitaire. Le Prestataire n'encourra aucune responsabilité pour les dommages résultant du refus du Client d'effectuer les travaux nécessaires. Dans ce cas, la clause de garantie ne pourrait être appliquée sur les risques ainsi encourus.

MAINTENANCE CORRECTIVE OU REPARATION

La maintenance corrective a pour objet de corriger les défauts de fonctionnement éventuels des Equipements et devra faire l'objet de Conditions particulières convenues entre les parties.

EXECUTION DES PRESTATIONS

Toute modification de date d'intervention fera l'objet d'une information écrite dans un délai raisonnable. Les parties conviendront d'une nouvelle date d'intervention d'un commun accord.

Le Client veillera à permettre l'accès aux Equipements à la date fixée. A défaut, le Prestataire ne pourra être tenu responsable d'un quelconque retard et se réserve le droit de demander toute indemnisation pour les frais occasionnés par le déplacement de son personnel.

DELAIS D'EXECUTION.

Les délais de livraison et d'exécution courent de la date de l'acceptation définitive de la commande écrite par le Prestataire. Toutefois ils ne courent pas si le Client n'a pas satisfait à une ou plusieurs de ses obligations, et notamment : paiement de l'acompte, fourniture de toutes les informations et autorisations nécessaires. Ils sont suspendus en cas de force majeure.

RAPPORT DE MAINTENANCE

Le Prestataire remet au Client un ou plusieurs documents attestant de son intervention.

MODIFICATIONS DES EQUIPEMENTS

Le Client doit, dans les plus brefs délais, informer par notification écrite des modifications éventuelles apportées aux Equipements ou à leur exploitation ou de toute autre mesure prise par le Client qui peut affecter les obligations du Prestataire aux termes du contrat.

DOCUMENTS CONTRACTUELS

Font partie intégrante du contrat :

- › les présentes conditions générales,
- › les Conditions particulières acceptées par les deux parties,
- › la commande de la prestation acceptée,
- › les documents du Prestataire complétant les présentes conditions générales,
- › l'offre, les études et les documents techniques communiqués avant la formation du contrat principal et acceptés par les parties,
- › les documents attestant de l'intervention ;
- › la facture.

COMMANDES

Tout contrat ou commande d'interventions ponctuelles devra entraîner l'acceptation expresse du Fournisseur. Le Client est réputé être valablement engagé par les actes accomplis par les membres de son personnel, le Fournisseur n'étant pas tenu de vérifier les pouvoirs d'engagement ou de signature qui lui sont accordés.

ACCEPTATION

Le contrat n'est parfait que sous réserve d'acceptation expresse par le Prestataire de la commande ou de la lettre d'intention. L'acceptation de la commande se fait par tout moyen écrit. Toute commande acceptée par le Prestataire sera réputée entraîner l'acceptation par le Client de l'offre du Prestataire. Le contrat sera limité aux fournitures et prestations expressément mentionnées au contrat.

MODIFICATIONS

Toute modification du contrat demandée par l'une des parties est subordonnée à l'acceptation expresse de l'autre partie.

ANNULATION

La commande exprime le consentement du Client de manière irrévocable. Il ne peut donc l'annuler, à moins d'un accord exprès et préalable du Prestataire. En conséquence, si le Client demande l'annulation de tout ou partie de la commande, le Prestataire sera en droit de demander l'exécution du contrat et le paiement intégral des sommes stipulées dans celui-ci.

Dans le cas d'une résiliation amiable du contrat, le Client devra indemniser le Prestataire pour tous les frais engagés et pour toutes les conséquences directes et indirectes qui en découleront. En outre, les acomptes déjà versés resteront acquis au Prestataire à titre de première indemnité.

DEVOIRS DES PARTIES

Prestataire

Le Prestataire prendra en compte les demandes du Client et les respectera, dans la limite de la faisabilité, du respect du contrat, et des règles de l'art. Il informera le Client, dans son domaine de compétences, des contraintes de la prestation et des effets possibles qu'il peut connaître liés à l'usage des Equipements.

Client

Le Client est un professionnel détenant la compétence dans sa spécialité en sa qualité d'utilisateur et il est le seul maître de la définition de ses besoins et contraintes et de la finalité des Equipements.

Le Client informera le Prestataire sur les modifications des conditions d'exploitation et d'environnement des Equipements et sur la qualification des opérateurs.

La satisfaction de ses besoins dépendra en grande partie de ces informations.

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable des conséquences d'une omission ou d'une erreur dans les éléments fournis par le Client.

Il tiendra à la disposition du Prestataire du personnel compétent pour le redémarrage des Equipements.

OBLIGATIONS DU CLIENT

Accès et moyens matériels

Le Client assurera au Prestataire et à ceux qui seront délégués par ce dernier en vertu du contrat, l'accès libre et sans danger aux installations ainsi que l'usage gratuit aux consommables et facilités disponibles dans l'installation : huile, graisse, éclairage, électricité, moyens de levage et de manutention, air comprimé, vestiaire fermant à clé, lieu de stockage pour l'outillage fermant à clé, équipements de protection individuelle... Il assurera l'évacuation des déchets.

Le Client veillera à permettre l'accès aux équipements concernés à la date fixée.

A défaut, le Prestataire ne pourra être tenu responsable d'un quelconque retard et se réserve le droit de demander toute indemnisation pour les frais occasionnés par le déplacement de son personnel.

Sécurité

Conformément aux prescriptions particulières prévues par le code du travail et applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure, le Client assure la coordination des mesures de prévention sur son site.

Ces mesures seront définies à l'issue de l'inspection commune des lieux de travail et de l'analyse des risques. Elles feront éventuellement l'objet d'un plan de prévention écrit conformément à l'article R 237-8 du Code du travail. Ce plan sera prévu pour toute la durée du contrat.

Stockage des pièces

Au moment de l'intervention, les pièces de rechange mises à la disposition du Prestataire par le Client auront été stockées dans des conditions satisfaisantes et conformément aux prescriptions du constructeur. Ces pièces seront mises à disposition rapidement afin de ne pas retarder les opérations de maintenance.

Réception

Le Client est tenu d'effectuer la réception de la Prestation conformément au contrat. Si le Client ne se présente pas à la réception, celle-ci sera néanmoins réputée effectuée. Toute utilisation ou mise en service complète ou partielle des Equipements vaudra réception.

Dans le cas où les parties conviennent de mettre en place une retenue de garantie pour assurer l'exécution des travaux et satisfaire, le cas échéant aux réserves faites à la réception, celle-ci devra impérativement respecter les dispositions de la loi n°71-584 du 16 juillet 1971, qui est d'ordre public.

PRIX

Les prix sont établis en Euros, hors taxes et hors frais de douane.

Sauf accord contraire, le prix proposé reste valable pendant un mois, délai au-delà duquel il pourra faire l'objet d'une réactualisation, tenant compte de l'évolution des coûts de revient. Les prix correspondent exclusivement aux produits et prestations spécifiés à l'offre.

Seront facturés en supplément :

- toute prestation et fourniture supplémentaire
- toute prestation qui serait demandée en dehors des horaires convenus ou qui serait due à des circonstances dont le Client est responsable (impossibilité d'accès à l'équipement,...).

PAIEMENT, RETARDS, IMPAYES

Conditions de paiement

Sauf accord contraire, les règlements auront lieu dans les 30 jours suivant la date de facturation, conformément l'article L441-6 du Code de commerce, à l'exception des acomptes, qui sont payés au comptant.

En application de l'Article L 441-6 alinéa 12 du Code de Commerce modifié par la loi n°2012-387 du 22 mars 2012, tout paiement en retard rend exigibles de plein droit, dès le premier jour suivant la date de règlement figurant sur la facture :

1/ Des pénalités de retard.

Les pénalités de retard seront déterminées par l'application du taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de dix points.

2/ Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Cette indemnité est due en application d'une disposition de la loi du 22 mars 2012 applicable à compter du 1er Janvier 2013. Son montant est fixé par l'article D 441- 5 du Code de Commerce.

En vertu de l'article L441-6 précité, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le fournisseur est également en droit de demander une indemnisation complémentaire justifiée.

Outre ces pénalités et indemnités, tout retard de paiement d'une échéance entraîne, si bon semble au Prestataire, la déchéance du terme de paiement contractuel, la totalité des sommes dues devenant immédiatement exigibles. Le fait pour le Prestataire de se prévaloir de l'une et/ou de l'autre de ces dispositions ne le prive pas de la faculté de mettre en œuvre la clause de réserve de propriété sur les fournitures.

La TVA est exigible lors du premier terme de paiement, selon les termes des articles 256 II et 269 du code général des impôts.

Modification de la situation du client

En cas de dégradation de la situation du Client constatée par un établissement financier ou attestée par un retard de règlement significatif ou quand la situation financière diffère sensiblement des données mises à disposition, de même qu'en cas de vente, de cession, de remise en nantissement ou d'apport en société de son fonds de commerce, ou d'une partie significative de ses actifs ou de son matériel par le Client, le Prestataire se réserve le droit et sans mise en demeure :

- de prononcer la déchéance du terme et en conséquence l'exigibilité immédiate des sommes encore dues à quelque titre que ce soit,
- de suspendre toute expédition,
- de constater d'une part, la résolution de l'ensemble des contrats en cours et de pratiquer d'autre part la rétention des acomptes perçus, et pièces détenues, jusqu'à fixation de l'indemnité éventuelle.

Prohibition des notes de débit d'office.

Conformément à l'article L 442-6 I 8° du code de commerce, toute pratique de débit ou d'avoir d'office est interdite.

Tout débit d'office constituera un impayé et donnera lieu à l'application des dispositions de l'article 7.3 régissant les retards de paiement.

RESERVE DE PROPRIETE

Conformément aux articles 2367 et suivants du code civil, le Prestataire conserve la propriété des pièces livrées ou montées dans le cadre de la maintenance jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix en principal et accessoires. Le défaut de paiement de l'une quelconque des échéances pourra entraîner la revendication de ces pièces.

Néanmoins, à compter de la mise à disposition, le Client assume les risques de perte ou de détérioration de ces pièces ainsi que la responsabilité des dommages qu'elles pourraient occasionner.

En cas d'exercice de la revendication, les acomptes qui auront déjà été versés resteront définitivement acquis au Prestataire à titre d'indemnité, sans que cela nuise à la possibilité pour lui d'obtenir l'indemnisation complète de son préjudice.

FORCE MAJEURE et IMPREVISION

Force majeure

Aucune des parties au présent contrat ne pourra être tenue pour responsable de son retard ou de sa défaillance à exécuter l'une des obligations à sa charge au titre du contrat si ce retard ou cette défaillance sont l'effet direct ou indirect d'un cas de force majeure tel que :

- › survenance d'un cataclysme naturel,
- › tremblement de terre, tempête, incendie, inondation etc.,
- › conflit armé, guerre, attentats,
- › conflit du travail, grève totale ou partielle chez les Prestataires, Prestataires de services, transporteurs, postes, services publics, etc.,
- › injonction impérative des pouvoirs publics (interdiction d'importer, embargo),
- › accidents d'exploitation, bris de machines, explosion,
- › carence de fournisseur extérieur de l'une des parties.

Chaque partie informera l'autre partie, sans délai, de la survenance d'un cas de force majeure dont elle aura connaissance et qui, à ses yeux, est de nature à affecter l'exécution du contrat.

Les parties devront se concerter dans les plus brefs délais pour examiner de bonne foi l'évolution du contrat.

IMPREVISION

En cas de survenance d'un évènement extérieur à la volonté des parties compromettant l'équilibre du contrat au point de rendre préjudiciable à l'une des parties l'exécution de ses obligations, les parties conviennent de négocier de bonne foi la modification du contrat. Sont notamment visés les évènements suivants : variation du cours des matières premières, modification des droits de douane, modification du cours des changes, évolution des législations. A défaut d'accord, les parties feront appel à une conciliation auprès du président du tribunal de commerce du ressort duquel est situé le siège social du Prestataire, agissant comme arbitre.

GARANTIE et RESPONSABILITE

Garantie

Le Prestataire s'engage à remédier à tout défaut provenant de sa faute démontrée dans l'exécution de ses prestations et qui se sont manifestés dans une période de 3 mois suivant la date de l'intervention.

Pour pouvoir invoquer la garantie, le Client doit :

- aviser le Prestataire, sans retard et par écrit, des défauts qu'il impute à la prestation,
- fournir toutes justifications quant à la réalité de ceux-ci
- donner au Prestataire toute facilité pour procéder à la constatation de ces défauts et y porter remède.

Les pièces fournies par le Prestataire dans le cadre de sa prestation sont garanties, dans les mêmes conditions, 3 mois à compter de la date de leur montage par le Prestataire, et au plus tard 6 mois à compter de leur livraison.

Responsabilité

La responsabilité du Prestataire sera limitée aux dommages matériels directs, à l'exclusion de tous éléments intégrés à l'équipement par le Client (notamment pièces du Client, montages et outillages) causés au Client et qui résulteraient de fautes démontrées dans l'accomplissement de sa prestation, imputables directement et exclusivement au Prestataire. En tout état de cause, la responsabilité civile du Prestataire, tous dommages confondus, ne pourra excéder le montant de la prestation.

Le Client et ses assureurs renoncent à recourir contre le Prestataire et ses assureurs au titre des dommages exclus par les présentes conditions générales ou par le contrat.

Sa responsabilité est expressément exclue pour les dommages indirects et/ou immatériels tels que manques à gagner, pertes de production, pertes de contrat causés au Client ou à des tiers.

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable de l'immobilisation des équipements le temps de la maintenance préventive ou corrective et ne garantit aucun temps de disponibilité des Equipements.

Le Prestataire emploiera les moyens les plus appropriés pour exécuter ses obligations contractuelles. Conformément au régime du contrat d'entreprise, il a la liberté de choisir les moyens techniques nécessaires à l'obtention des fonctions prévues dans le cahier des charges.

Si le Client impose le choix d'une solution, d'une pièce ou d'une marque de composants, d'une matière ou d'une solution technique déterminée, le Prestataire n'engage pas sa responsabilité sur ce choix et agit en tant que mandataire du Client.

EXCLUSIONS

Toute garantie et toute responsabilité du Prestataire sont exclues pour des incidents tenant à des cas de force majeure, ainsi que dans les cas suivants :

- l'usure normale du matériel,
- les détériorations ou accidents provenant de négligence, défaut de surveillance,
- dans le cas d'une maintenance inappropriée de la part du Client,
- un défaut d'entretien quotidien de la part du Client, le non respect par lui des prescriptions d'entretien des Equipements faites par le constructeur ou le Prestataire, des règles de l'art en vigueur dans la profession du Client, les contrôles périodiques définis par la réglementation,
- le non respect des réglementations de sécurité et d'environnement applicables au Client,
- l'utilisation anormale des Equipements,
- le défaut de compétence de l'utilisateur des Equipements,
- l'intervention du Client ou d'un tiers sur l'équipement : modifications, réparations, adjonction de pièces de rechange non d'origine ou refaites sans l'accord exprès du constructeur ou du Prestataire,
- non paiement par le Client d'un des termes de paiement prévus ,
- et plus généralement, en cas de défaut résultant d'une faute du Client.

CONTESTATIONS

Les présentes Conditions générales, les contrats qui leur sont relatifs et leurs suites relèveront du droit français.

Les parties s'engagent discuter et à tenter de régler leurs différends à l'amiable. A défaut d'accord amiable, tout différend relatif au contrat relèvera de la compétence exclusive des tribunaux compétents dans le ressort duquel est situé le siège social du Prestataire, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

A défaut d'accord amiable, tout différend relatif à une prestation effectuée sur un site hors du territoire français, sera tranché définitivement suivant le Règlement de la Chambre de commerce internationale par un arbitre nommé conformément à ce Règlement. Avant le recours à l'arbitrage, les parties conviennent d'envisager de faire appel à la procédure de règlement des différends prévue par le Règlement ADR de la CCI